

Le pouvoir aux travailleurs

11 janvier 2009

N° 150

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

<u>SOMMAIRE</u>	PAGES
<u>EDITORIAL :</u>	
- LA « BONNE ANNEE » DE GBAGBO AUX TRAVAILLEURS C'EST DE SE SERRER ENCORE PLUS LA CEINTURE	2
- L'AUGMENTATION DES SALAIRES DEPENDRA DE LA DETERMINATION DES TRAVAILLEURS	3
- LE « GRAND ABIDJAN » : PROPAGANDE ELECTORALISTE OU FOLIE DES GRANDEURS ?.....	3 - 4
- LA MISERE DE LA POPULATION, UN NOUVEAU FONDS DE COMMERCE POUR LES AUTORITES	6
- C'EST LA MISERE GRANDISSANTE QUI FAIT PROGRESSER LES MALADIES COMME LA TUBERCULOSE OU LE PULUDISME	6 - 7
- LE PRIX DU BARIL DE PETROLE BAISSÉ MAIS PAS POUR LES USAGERS	7
- SI ON COMPTE SUR LES POUVOIRS PUBLICS, LE RACKET A ENCORE DE BEAUX JOURS DEVANT LUI	8
- DOCKERS EN LUTTE !	9
- MAERSK, LA MOBILISATION DES TRAVAILLEURS FAIT RECULER LA DIRECTION	10
- DARLING : REFUSONS LE LICENCIEMENT DE NOTRE COLLEGE !	10 - 11
- SATOCI-CIREPCI : LA DIRECTION FAIT DE LA PROVOCATION	11 - 12
- FILTISAC : LA DIRECTION SE MOQUE DES TRAVAILLEURS !	12
- BANDE DE GAZA : OLMERT ASSASSIN, BUSH ET SARKOZY COMPLICES!	13 - 14

1944
1945
1946

Le pouvoir des travailleurs

Le pouvoir des travailleurs est le seul moyen de transformer la société et de réaliser la justice sociale.

ANNÉE	ÉVÉNEMENTS
1944	Mouvement ouvrier en France
1945	Mouvement ouvrier en France
1946	Mouvement ouvrier en France
1947	Mouvement ouvrier en France
1948	Mouvement ouvrier en France
1949	Mouvement ouvrier en France
1950	Mouvement ouvrier en France
1951	Mouvement ouvrier en France
1952	Mouvement ouvrier en France
1953	Mouvement ouvrier en France
1954	Mouvement ouvrier en France
1955	Mouvement ouvrier en France
1956	Mouvement ouvrier en France
1957	Mouvement ouvrier en France
1958	Mouvement ouvrier en France
1959	Mouvement ouvrier en France
1960	Mouvement ouvrier en France
1961	Mouvement ouvrier en France
1962	Mouvement ouvrier en France
1963	Mouvement ouvrier en France
1964	Mouvement ouvrier en France

LA « BONNE ANNEE » DE GBAGBO AUX TRAVAILLEURS
C'EST DE SE SERRER ENCORE PLUS LA CEINTURE

A l'occasion de la nouvelle année, Gbagbo a présenté ses « *vœux de bonne et heureuse année à la nation* ». Ce sont les mêmes refrains que l'on chante chaque année à la télé et à la radio depuis l'époque de Houphouët Boigny.

Concernant la montée de la pauvreté, par exemple, il dit que « *la vie est devenue chère parce que l'accès au transport, aux produits de première nécessité et au logement n'est plus facile pour beaucoup d'entre nous* ».

Lui et son clan en tout cas ne font pas partie de ce « beaucoup d'entre nous ». Parce que franchement, pour la minorité riche dont il fait partie, les choses vont très bien. Et pour certains d'entre eux, notamment les capitalistes de l'industrie et de la finance, peut-être mieux que jamais ! La vérité, c'est que la « *la vie est devenue chère* » seulement pour les pauvres ! Parce que les salaires n'ont pas suivi l'indice des prix. Et ce n'est pas seulement la vie qui est devenue chère. Ce sont aussi les conditions de travail qui se dégradent d'année en année. Il y a l'accélération des cadences de travail ; il y a la précarité. Les soins dans les hôpitaux publics ne sont plus que de nom !

Malgré cette situation qui se dégrade d'année en année pour la classe pauvre, Gbagbo dit qu'il « *en appelle au sens de responsabilité de tous les leaders syndicaux de Côte d'Ivoire et, au delà, de tous les travailleurs du secteur privé comme du secteur public. Nous sortons de guerre. Notre économie doit se remettre des conséquences de la guerre. Gardons cela à l'esprit, dans l'expression de nos revendications* ». C'est aux pauvres qui subissent déjà l'exploitation féroce du capitalisme qu'il demande donc le « *sens de responsabilité* » comme s'ils n'en avaient pas, eux qui triment toute la journée au travail pour un maigre salaire qui ne suffit pas à nourrir leur famille.

Pour ceux qui se rappellent encore huit ans auparavant, en 2000, à son arrivée au pouvoir, c'était dans le fond, le même discours qu'il tenait. A défaut de « *guerre* », il parlait alors de « *trêve sociale* » et en appelait à « *l'esprit de sacrifice* » des travailleurs pour, disait-il « *relever l'économie* ». Les années passent mais les discours de ces gens là se ressemblent. Et ce n'est pas le fait du hasard que ces gens qui se succèdent au pouvoir n'exigent jamais des exploiters capitalistes ce même « *sens de responsabilité* » qu'ils demandent aux travailleurs. C'est parce qu'ils sont dans le même camp des ennemis des travailleurs.

**L'AUGMENTATION DES SALAIRES
DEPENDRA DE LA DETERMINATION DES TRAVAILLEURS.**

L'année dernière, suite aux mouvements de rue et après la grève des transporteurs, le ministre de la fonction publique annonçait que le Smig (salaire minimum garanti) ainsi que l'indice salarial devraient connaître une augmentation dès le début de cette année 2009.

Mais à quelques jours de la nouvelle année, le même ministre annonçait qu'il faut attendre le mois de juillet 2009 pour un quelconque changement du Smig. Pourquoi juillet 2009, alors que cette décision faisait suite à de nombreuses augmentations de prix des denrées alimentaires et des produits de grande consommation ? D'ailleurs ces prix ne cessent d'augmenter depuis. A vrai dire, le gouvernement ne veut pas augmenter le montant du Smig. C'est depuis 2001, à son arrivée au pouvoir que le FPI fait miroiter ce changement. Et à chaque fois, il retarde la date.

Au début c'était à cause de la « guerre ». Ensuite Gbagbo avait dit « qu'il était prêt pour les travailleurs du public mais qu'il ne pouvait pas le faire parce que le patronat n'était pas prêt ». Une autre fois, il avait montré son mépris à l'égard des travailleurs en

disant que s'il augmentait les salaires, le pays serait « envahi » par les populations venant des pays voisins.

Aujourd'hui, avec la crise de l'économie capitaliste qui frappe les pays occidentaux, ils vont bien trouver de nouveaux arguments pour retarder l'échéance, voire pour annuler leur promesse. Ils sont même capables de nous imposer une diminution des salaires directement ou indirectement par des augmentations des impôts sur salaire ou de la TVA.

Mais les travailleurs peuvent renverser cette tendance. Nous avons vu au cours de l'année écoulée que les corporations qui ont mené des luttes telles les enseignants du primaire, du second cycle et du supérieur, ainsi que le corps médical, ont fait à chaque fois reculer le gouvernement.

Il est donc possible de faire reculer patronat et gouvernement, à condition de créer un rapport de force dans ce sens. Pour cela, il faudrait que les travailleurs commencent par s'organiser au sein de l'entreprise où ils travaillent : dans les usines, les docks, les chantiers, dans l'objectif de faire converger leurs forces collectives.

**LE « GRAND ABIDJAN » :
PROPAGANDE ELECTORALISTE OU FOLIE DES GRANDEURS ?**

Le 22 décembre dernier, Gbagbo et l'architecte Pierre Fakhoury dévoilaient leur projet du « Grand Abidjan ». C'est un plan de ce à quoi

Abidjan devrait, paraît-il, ressembler dans une vingtaine d'années. Une ville reconstruite avec des espaces verts.

Ces gens là ont beau jeu de parler de ce que sera Abidjan dans vingt ans. Qu'ils nous parlent donc d'Abidjan d'aujourd'hui. Tout se dégrade. Même le quartier administratif du Plateau qui est présenté comme la vitrine de la capitale est dans un piteux état. Il n'y a plus de climatisation, les toilettes sont bouchées, etc. Ailleurs, les routes ne le sont plus que de nom, les bâtiments tombent en ruines, les ordures ont envahi les rues ! Dans les quartiers populaires, la dégradation des conditions de vie est encore plus criante. Il faudrait au moins commencer par rendre propre et réhabiliter la ville. Cela coûterait beaucoup moins cher que ce projet pompeux qui ne verra peut-être jamais le jour, même si l'argent était décaissé. On se souvient des « 12 chantiers de l'Eléphant d'Afrique » de Bédié.

Gbagbo a déjà fait son choix en préférant construire des monuments, des bâtiments et autres comme la maison des députés, le chantier du Sénat ou de l'Assemblée Nationale déjà en cours à Yamoussoukro.

Cela dit s'il y a de l'argent pour ces projets, il n'en existe point pour des besoins urgents tels que réhabiliter les hôpitaux, recruter médecins et personnels de santé en nombre suffisant, mettre à la portée de tous des médicaments. Il n'y en a pas non plus pour construire des écoles et des universités, créer des emplois pour la population.

Mais Gbagbo préfère comme ses prédécesseurs, chercher l'immortalité dans du superflu plutôt que dans le bien-être de la population.

LA DEMAGOGIE FACE A LA REALITE

A l'occasion de son message de fin d'année, le président s'enorgueillissait d'avoir embauché un peu plus de 61 000 jeunes dans la fonction publique depuis son accession au pouvoir, tout en ajoutant qu'il avait fait trop d'efforts.

Franchement 61.000 emplois en 8 ans, il n'y a vraiment pas de quoi s'en féliciter. Ce chiffre veut dire que l'Etat a recruté moins de 8000 personnes par an, principalement pour remplacer des fonctionnaires qui vont à la retraite. Si on y regarde de plus près, c'est peut-être plus de 61.000 employés de l'Etat qui sont partis à la retraite dans la même période. Pourtant l'administration manque de

bras dans certains secteurs. Les infirmiers, sages-femmes et médecins sont en sous effectifs dans les hôpitaux qui sont eux aussi insuffisants. Dans les écoles et universités, on assiste à la même réalité.

Mais cela n'est pas surprenant, car c'est depuis plusieurs années que l'Etat a délibérément fait le choix d'abandonner peu à peu ces secteurs qui sont pourtant indispensables à la population.

Gbagbo semble fier de citer ces chiffres en guise de bilan pour ses huit ans d'exercice de pouvoir. Face à la réalité, son bilan ne vaut pas grand-chose.

GBAGBO : J'Y SUIS, J'Y RESTE !

Depuis son arrivée au pouvoir en octobre 2000, Laurent Gbagbo, a trouvé le moyen de s'y maintenir beaucoup plus longtemps que son mandat. Il a fait plus de trois années supplémentaires. Il dit qu'il est le "produit des élections". Oh, il ne faut pas être trop regardant, quand on sait que ses principaux rivaux Ouattara et Bédélé ont été exclus !

Les différentes opérations qui doivent conduire aux élections prochaines à savoir l'enrôlement, l'identification et autres, entraînent et connaissent des blocages. Les deux belligérants qui se partagent le pouvoir actuellement (Gbagbo et Soro) y trouvent bien évidemment leurs comptes. Cette situation qu'ils entretiennent leur permet de continuer d'avoir la main sur les caisses de l'Etat et sur les différentes ressources liées à l'exercice du pouvoir. Les Forces Nouvelles continuent de contrôler les ressources des régions qui sont sous leur contrôle. Le camp présidentiel, quant à lui, en fait de même de ce côté-ci.

Pour retarder les élections, les uns et les autres ne manquent pas d'arguments. Le FPI parle de

désarmement des Forces Nouvelles avant la tenue des élections. Ce qui n'a pourtant pas empêché Simone Gbagbo, Affi N'guessan, Mamadou Coulibaly et bien d'autres dignitaires de la Refondation de se rendre au Centre, au Nord et à l'Ouest, régions sous contrôle FN, pour y faire des tournées électorales. Quant aux dirigeants des FN, ils avancent entre autres problèmes celui du grade de leurs partisans une fois qu'ils auraient intégré l'armée nationale.

Les partis de l'opposition ne reçoivent que les miettes du partage du gâteau et s'agitent de temps en temps pour se faire entendre. Mais leur agitation semble ne pas inquiéter les tenants du pouvoir parce que le rapport de force n'est pas en leur faveur.

Cela fait plus de cinq fois que les élections sont reportées. Gbagbo est pourtant l'auteur de l'expression « ... vite, vite, aux élections ! ». C'est dire à quel point il joint la parole aux actes ! Mais quoi qu'il en soit, les travailleurs n'ont aucune raison d'attendre les élections pour espérer un quelconque changement dans leurs conditions d'existence. Les seules améliorations qu'ils obtiendront sont celles qu'ils arracheront par la lutte.

L E U R S O C I E T E

LA MISERE DE LA POPULATION, UN NOUVEAU FONDS DE COMMERCE POUR LES AUTORITES

Le 05 janvier dernier, les autorités ivoiriennes ont présenté un document pour que la Côte d'Ivoire soit classée au rang des « pays pauvres très endettés ». Dans ce document, les autorités font l'étalage de la misère dans le pays devant un parterre de représentants du capitalisme mondial. Il a fallu un an à ces « experts » pour pondre ce document où il est dit que chaque jour, c'est plus de 1000 personnes qui basculent dans la pauvreté.

Il n'y a pas besoin d'être grand économiste pour voir la montée de la misère partout. Des familles entières sont condamnées à un repas par jour, lorsqu'il y en a. On manque de tout, les produits de consommation courante sont hors de portée. En cas de maladie, la seule issue, c'est soit les charlatans, soit les prières ou tout simplement se soigner à l'indigénat. Même ceux qui ont la « chance » d'avoir un travail arrivent difficilement à faire face aux besoins les plus élémentaires de leurs familles. Et les chiffres publiés par ces autorités ne peuvent décrire cette triste réalité. D'après le document, aujourd'hui, la moitié de la population vit sous "le

seuil de la pauvreté". Plus de dix millions de personnes dans ce pays ont moins de 661 F CFA par jour pour vivre. En 1985, selon eux, le taux de pauvreté était à 10%, il n'a cessé de grimper pour atteindre le chiffre record de 48,9%. Même la population active n'est pas épargnée de sorte que 49% des travailleurs vivent avec un revenu mensuel de 24.000 Francs. Mais ce n'est pas que les richesses manquent comme veut nous le faire croire le gouvernement. C'est bien parce qu'une poignée de personnes, les plus riches, ponctionnent toutes les richesses du pays tout en ne laissant que des miettes au reste de la population. On comprend aisément pourquoi dans cette marée montante de misère, des grosses voitures et autres 4x4 de luxe se disputent les grandes artères des grandes villes ou même que des villas cossues poussent comme des champignons.

Mais lorsque les autorités publient ces chiffres alarmants, ce n'est nullement pour y remédier mais simplement pour quémander de l'argent aux représentants des "bailleurs de fonds" qui étaient présents dans la salle.

C'EST LA MISERE GRANDISSANTE QUI FAIT PROGRESSER LES MALADIES COMME LA TUBERCULOSE OU LE PULUDISME

Comment s'étonner que le bilan 2008 de la Côte d'Ivoire au niveau de la

santé montre que des maladies comme la tuberculose et le paludisme

L E U R S O C I E T E

font plus de victimes ? Les cas de tuberculose ont augmenté de façon inquiétante tandis que le paludisme tue plusieurs milliers d'enfants de bas âges chaque année.

Pourtant ces deux maladies se soignent. Mais du fait que le niveau de vie de la population ne cesse de baisser et que de plus en plus de familles arrivent difficilement à se nourrir, cela les rend vulnérables à toutes sortes de maladies. L'accès aux soins est quasi inexistant à l'échelle du pays pour la majorité de la population.

Il faut que les gens puissent au

moins avoir accès aux médicaments. Mais si l'on prend le cas de la tuberculose, sa prolifération vient avant tout de la pauvreté et de la saleté.

Quant au paludisme, sans assainissement de l'environnement par le ramassage des ordures, il est vain de croire qu'il suffit de « sensibiliser » les habitants pour qu'ils utilisent des moustiquaires imprégnées. Encore faut-il que chacun en ait une chez soi.

Avant tout il faudrait que les autorités publiques s'impliquent à fonds pour faire reculer ces maladies. Autant croire au père Noël !

LE PRIX DU BARIL DE PETROLE BAISSÉ MAIS PAS POUR LES USAGERS

Le prix du baril de pétrole sur le marché a considérablement diminué. Il est autour de 40 dollars aujourd'hui après avoir atteint plus de 140 dollars. Mais qu'a fait l'Etat depuis plusieurs mois que le prix a baissé ? Rien ! Il reste silencieux sur la question et laisse le champ libre aux compagnies pétrolières pour augmenter leurs profits en maintenant les anciens prix à la pompe.

Il prétend discuter avec les transporteurs pour s'accorder sur de nouveaux prix à la pompe. Mais de quelle discussion s'agit-il ? Quand les prix du baril montent, nous voyons avec quelle vitesse les prix grimpent à

la pompe. Mais quand il s'agit de diminuer, on traîne les pas. Visiblement, il ne semble pas être pressé de répercuter la baisse à la pompe. Et pour cause, c'est une masse d'argent que l'Etat perçoit sous forme de taxes sur le carburant. Il faut bien entretenir gracieusement ces ministres, députés et aux autres hauts fonctionnaires de l'Etat. S'il ne tient qu'au gouvernement et aux compagnies pétrolières, ils ne baisseront certainement pas le prix à la pompe de façon proportionnelle à la baisse sur le marché mondial. Ce qui signifierait diviser les prix actuels du carburant par trois environ.

L E U R S O C I E T E

SI ON COMPTE SUR LES POUVOIRS PUBLICS, LE RACKET A ENCORE DE BEAUX JOURS DEVANT LUI

Dans le mois de décembre, à Gohitafla la population s'est soulevée contre le commandant de la gendarmerie qui se livrait au racket. Ce dernier avait instauré une taxe pour tous les commerçants à raison de 500 F par jour pour les ivoiriens et 1000F pour les non ivoiriens. Les populations excédées ont organisé une marche pour demander qu'il soit relevé de leur ville.

Ceci n'est pas un cas isolé, même à Abidjan, c'est fréquemment qu'on voit des patrouilles d'hommes en armes sillonnant les quartiers pour extorquer en soirée les commerçants. Ils s'en prennent surtout aux Abokis (vendeurs de café), aux vendeurs de viandes braisées et de garba. Ces derniers sont le plus souvent des non nationaux, donc plus vulnérables.

Il y a aussi les rafles que les corps habillés pratiquent très souvent dans les quartiers défavorisés et qui ne sont qu'un prétexte pour soutirer des sous aux populations.

Sur les routes aujourd'hui, les automobilistes et les usagers en font continuellement les frais du racket. Le moindre prétexte est suffisant pour faire payer de l'argent aux différents barrages. Ceux qui font de longs voyages à travers le pays, sont sujets à un véritable parcours d'obstacles. Pour certains voyageurs, il faut déboursier plusieurs milliers de francs (15.000 à 25.000) pour traverser le pays.

Le racket n'est pas une tare incurable de la société. Si les hommes en armes ont les mains libres pour agir à leur convenance sur la population, c'est que les autorités le leur permettent. Ces derniers y gagnent doublement. Par cette méthode, ils tiennent la population dans la terreur et s'attachent en même temps les bonnes grâces des corps habillés. Les semblants de mesures qui sont souvent prises ne sont que des trompe-l'oeil pour embobiner la population.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

DOCKERS EN LUTTE !

Les dockers s'étaient mis en grève durant une semaine, du 10 au 17 décembre. Comme tous les ouvriers de ce pays, ils subissent une exploitation accrue : taux horaire insuffisant, précarité, mauvaises conditions de travail, licenciements abusifs, etc. La goutte d'eau qui a fait déborder le vase, c'était l'obligation faite à tous les dockers de souscrire à une assurance maladie, avec une ponction d'environ 17.000 Fr par mois sur leur paie.

Le Cnnd (Collectif national des dockers de Transit pour la défense de leurs droits), l'un des douze syndicats des dockers, a déclenché la grève. Le gouvernement a réagi comme à son habitude, en réprimant les grévistes. Au 3^{ème} jour de grève, Sempa (Syndicat des Entreprises Manutentionnaires du Port d'Abidjan), qui regroupe les patrons du port, a demandé l'ouverture d'une négociation. Elle a abouti à la signature d'un protocole d'accord signé par onze syndicats, par ceux-là mêmes qui n'avaient pas appelé à la grève. Le Cnnd, le seul syndicat qui avait appelé à la grève, a refusé de signer cet accord et a appelé à la poursuite de la grève.

Les entreprises concernées n'ont reculé que sur quelques points mineurs qui ne leur coûtent pas trop chers :

- La prime de gratification sera revue à la hausse. De combien ? Aucune précision.
- 2 000 dockers occasionnels seront confirmés en dockers permanents.
- L'assurance maladie ne sera plus obligatoire.
- La paie sera effective le 22 du mois.

Enfin, le Cnnd a appelé à la reprise du travail pour le 17 décembre, sans rien obtenir de plus.

Souhaitons que cette grève des dockers sera suivie par d'autres travailleurs. Parce que cette situation difficile des dockers est partagée par tous les ouvriers de ce pays. Les usines qui tournaient avant en 4 équipes continuent à produire la même quantité, avec seulement 3 équipes. L'ouvrier est maintenu au rang de journalier, payé avec un petit salaire et corvéable à merci. Les conditions de travail deviennent chaque jour plus difficiles et l'ouvrier devient misérable.

Devant cette situation, il n'y a pas d'autres voies que celle de la lutte. Et cette lutte sera d'autant plus efficace que les travailleurs du port, des zones industrielles de Vridi, de Yopougon, de Filtisac, uniront leurs forces. C'est sur ce chemin que devra s'engager la classe ouvrière pour contrer la rapacité du patronat.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

MAERSK, LA MOBILISATION DES TRAVAILLEURS FAIT RECULER LA DIRECTION

Pendant la grève des dockers du 10 au 17 décembre dernier, un collègue travailleur docker de Maersk, syndiqué au CNDD, le Syndicat initiateur de la grève, s'est montré très actif. Cela a été le prétexte pour les patrons de tenter de le mettre à la porte.

Il est reproché à ce camarade de « *fomenteur des troubles au sein de l'entreprise* » et d'appartenir au syndicat CNDD comme si la liberté syndicale était interdite dans ce pays.

Les patrons ont peut-être sous-estimé le degré de colère des travailleurs. Mal lui en a pris. La réponse des travailleurs ne s'est pas faite attendre. Elle a été prompte et immédiate. Une délégation s'est

formée sur le champ et est allée voir la direction de Maersk.

Vue la solidarité en faveur de leur collègue licencié, la direction de Maersk a pris peur et a simplement annoncé qu'elle n'était pas au courant de cette affaire. Au niveau de la direction de Soclmac, c'est le même scénario. De là, la délégation a été renvoyée à la direction des Ressources humaines qui s'était contentée de dire que la décision venait de la Sempa.

Au final, le collègue a été réintégré sans condition le même jour et a même pris part aux négociations qui avaient lieu l'après midi.

Comme quoi, d'après l'adage, « Yeux connaît bagage qui est lourd », la mobilisation a payé.

DARLING : REFUSONS LE LICENCIEMENT DE NOTRE COLLEQUE !

Le 31 décembre passé, la direction a convoqué l'un de nos collègues à son siège au Plateau pour lui brandir une lettre de licenciement.

Cela fait presque un an que la guerre est ouverte entre nous les travailleurs et la Direction. Nous refusons de nous taire devant nos mauvaises conditions de travail. Nous dénonçons les cadences de travail impossible à tenir qui nous sont imposées. La Direction veut faire porter le chapeau à l'un de nos

camarades, à défaut d'avoir la force de s'attaquer à nous tous. Cela lui avait valu des convocations pour aller s'expliquer à la direction qui avait même fait appel aux services d'un huissier de justice et à l'inspection de travail pour le renvoyer. Elle n'a pas réussi son sale coup, grâce à la solidarité des collègues qui ont tous confirmé l'impossibilité de réaliser le rendement exigé. Pour les patrons le bon travailleur, c'est celui qui accepte tout sans broncher même s'il s'agit de mourir à la besogne !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

C'est dans ce contexte que les travailleurs ont aussi introduit un nouveau syndicat dans l'entreprise. Les travailleurs revendiquent le versement de la prime de précarité avant leur embauche. Cette somme, le patron la voyait déjà dans sa caisse. Et enfin, les travailleurs ont obligé la direction à embaucher une collègue qui avait plus de huit ans dans la boîte mais toujours avec le statut de journalière.

En plus de la prime de précarité qui représente quelques millions de francs pour l'ensemble des travailleurs, il faut ajouter l'embauche qui concerne plusieurs travailleurs. Il faut rappeler que dans cette entreprise de plus de 400 travailleurs, il y a moins de 100 travailleurs embauchés. La majorité sont des journaliers et parmi eux il y a des collègues qui ont 5 voir 6 ans

d'ancienneté mais toujours avec le statut de journalier. Donc pour la direction le fait de revendiquer l'embauche de cette dame est synonyme de l'embauche de tous ceux qui ont plus de deux ans de présence, comme la loi l'exige.

Pour la Direction, trop c'est trop. Pour se venger et espérer affaiblir les travailleurs, elle cherche donc à licencier notre camarade.

Mais sous la bannière de la nouvelle centrale, les travailleurs font des réunions successives et le ton ne cesse de monter. Si pour le moment, c'est le syndicat qui négocie le retour du collègue, nous sommes conscients qu'il faudra au moins l'explosion d'un coup de colère, en solidarité avec notre collègue pour faire reculer la direction et exiger sa réintégration.

SATOCI-CIREPCI : LA DIRECTION FAIT DE LA PROVOCATION

Pour rattraper la journée du jeudi 1^{er} janvier, la direction nous a demandé de venir travailler le samedi 03 en ajoutant que cette journée sera pointée comme jour ordinaire. Nous avons refusé et le patron, pour laver ce qu'il a pris pour un affront, a refusé de nous verser notre salaire du mois de décembre.

Et pourtant, dans la même boîte, nos collègues de chez Lotus ont reçu leur paie à la veille des fêtes. Quand un délégué de notre section a demandé des explications au PDG du groupe qui faisait sa visite d'usine, ce dernier a fait semblant de marquer son étonnement. Une fois le PDG parti, le

DG a cherché à savoir quel est le travailleur qui a osé s'exprimer auprès du PDG. Le collègue ne s'est pas caché. Il a répondu que c'était lui et qu'il a fait cela parce qu'il ne comprend pas pourquoi ceux de « Lotus » ont leur paie et pas eux. Le directeur coincé, s'est contenté de faire des menaces verbales et il s'est éclipsé de l'usine. Mais depuis ce jour il joue à cache-cache avec nous, pour accomplir sa vengeance. Il avait juré de nous verser notre salaire que le 9 ou le 10 janvier. Or, nos comptes sont arrêtés chaque 23 du mois en cours, ce qui oblige le patron à nous verser notre salaire au plus tard 8 jours après.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Excédés par cette situation inacceptable, nos collègues délégués sont allés le voir et voilà que monsieur se déculotte et raconte une autre histoire à dormir debout. « C'est parce

que la disquette de la comptabilité a eu un problème, a-t-il expliqué ». Dans tous les cas, nous attendons de voir à quelle date se fera notre prochaine paye !

FILTISAC : LA DIRECTION SE MOQUE DES TRAVAILLEURS !

Les ouvriers ont débrayé en arrêtant les machines à l'unité jute. C'était dans la matinée du samedi 06 janvier. Ils ont ainsi exprimé leur mécontentement à l'égard de la Direction de l'entreprise.

En effet, voilà plusieurs mois que la Direction oblige les ouvriers à travailler les samedis et les dimanches sous peine de sanction. Ce qui signifie clairement que ces ouvriers travaillent sans relâche 7 jours sur 7 sans un seul jour de repos et dans des conditions particulièrement pénibles : chaleur, poussière, bruit, fatigue, le tout dans une cadence de travail infernale.

D'un seul coup la Direction décide de renvoyer la grande majorité des journaliers chez eux, dont la totalité au tissage. Elle supprime aussi le travail de week-end, sous prétexte qu'elle se retrouve avec quatre millions de sacs en stocks magasin. Au jute, il y a des journaliers qui ont plus de 10 ans d'ancienneté. La direction estime

qu'ils sont exploitables à merci et se moque bien de ce qu'ils peuvent devenir en coupant ainsi leur revenu. A l'unité polypropylène, cela fait deux semaines que tous les journaliers ont pris ainsi la porte. Ce qui compte pour le patron, c'est le profit amassé pour satisfaire les capitalistes qui ont des actions dans cette entreprise. La vie des travailleurs est le dernier de ses soucis.

Les ouvriers protestent aussi contre la suppression sans compensation du travail du samedi. En effet, les salaires sont insuffisants pour joindre les deux bouts. Il ne faut pas que cela se traduise par un manque à gagner pour les travailleurs.

Les travailleurs sont conscients qu'un coup de colère ne fera pas reculer les dirigeants de cette usine dans leur course aux profits. Les revendications sont nombreuses : embauche des journaliers, augmentation des salaires pour tous, amélioration des conditions de travail, etc.

**BANDE DE GAZA :
OLMERT ASSASSIN, BUSH ET SARKOZY COMPLICES!**

Un peu partout dans le monde, notamment au Maghreb et en France, des centaines de milliers de personnes sont descendues dans les rues pour dénoncer la guerre menée par l'Etat israélien dans la bande de Gaza, et soutenir le peuple palestinien meurtri. Un bilan provisoire parle de plus de 800 morts et des milliers de blessés dans ce territoire palestinien, surtout parmi les civils : hommes, femmes et enfants. De l'autre côté, en Israël, on parle d'un mort tué par un obus palestinien, et quelques blessés.

Il y a de quoi être écoeuré par les massacres perpétrés par l'armée israélienne, une des plus modernes du monde, très bien équipée, grâce au soutien actif du gouvernement américain, qui fait d'Israël, son gendarme dans le Moyen-Orient.

Rappelons que la bande de Gaza est une des zones les plus peuplées et les plus denses du monde. Sur un petit espace de 360 km² vivent plus d'un million et demi de personnes, la plupart expulsées de leur terre par l'armée israélienne. Elle a accueilli de nombreux réfugiés palestiniens après la création de l'Etat d'Israël en 1948. Certains, par exemple, étaient chassés de Naid (aujourd'hui appelée Sdérot), d'autres de Majdal (Ashkelon aujourd'hui), d'autres encore expulsés de Jaffa, de Lod ou d'ailleurs. Bien évidemment leurs terres ont été annexées par Israël. Ainsi, la population originelle de Gaza a été multipliée par trois environ. Elle est devenue une poudrière où sont

concentrés les sentiments de haine à l'égard d'Israël.

Alors que des habitations, des écoles, des hôpitaux ou des mosquées sont bombardés sans discernement, des dirigeants israéliens osent dire que ce n'est pas le peuple palestinien qui est visé mais les militants et dirigeants du Hamas, afin de les anéantir (propos répétés béatement ici en France par certains dirigeants de droite et la presse aux ordres), c'est du cynisme, c'est du pur mensonge. Ce n'est pas pour rien que les dirigeants israéliens ont interdit aux journalistes l'accès à Gaza pour ne pas montrer les saloperies qu'ils ont faites.

Bien sûr le Hamas est sans doute une organisation réactionnaire qui exerce une dictature féroce sur son propre peuple en éliminant, par exemple, les autres mouvements palestiniens dont le Fatah, de Yasser Arafat. Depuis sa création en décembre 1987 à Gaza par six Frères musulmans, dans le feu de la première intifada, le Hamas a eu l'aval et même l'aide d'Israël qui pensait trouver en lui un ennemi du Fatah très influent à l'époque. Mais en niant l'existence de l'Etat hébreux, en prônant la lutte armée contre Israël, il est devenu la bête noire des dirigeants israéliens. Depuis deux ans, après sa victoire aux législatives face au Fatah, à Gaza, il gouverne d'une main de fer la population.

Mais Israël, c'est depuis 60 ans, date de sa création, qu'il anéantit

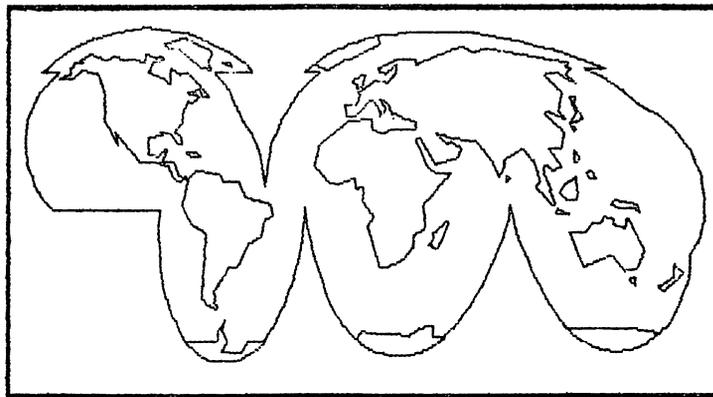
et terrorise les populations de la bande de Gaza.

La guerre que mène l'Etat d'Israël contre le peuple palestinien est une guerre injuste, meurtrière, destinée à perpétuer l'oppression

politique, économique et sociale contre le peuple palestinien. Un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être libre.

Troupes Israéliennes hors de Gaza !

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation